

MONDE

Fuites diplomatiques. Embarras dans le monde de la diplomatie, après la divulgation par le site WikiLeaks du contenu de 250.000 câbles diplomatiques américains. « *Nous ne confirmons aucun des propos attribués à des autorités et des diplomates français dans ces documents* », a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Bernard VALERO. « *Nous déplorons vivement la divulgation délibérée et irresponsable* » de ces correspondances, a-t-il poursuivi, jugeant que la « *divulgation de documents classifiés du Département d'Etat constitue une atteinte à la souveraineté des Etats et au secret de leur correspondance* ». Paris s'inquiète des conséquences d'une « *telle rupture de confidentialité de documents* », estimant qu'elle est « *susceptible de nuire à la résolution de questions essentielles pour la sécurité et la stabilité des relations internationales et de mettre en cause la sécurité de personnes* ».

Spy game ? Deux physiciens jouant un rôle important dans le programme nucléaire iranien contesté par la communauté internationale ont été visés par deux attentats à la bombe séparés. L'un a été tué, l'autre blessé. Le ministère de l'Intérieur iranien a immédiatement dénoncé la CIA et le Mossad d'être à l'origine de ces actions.

SARKOZY l'Indien. Le Président de la République entamera ce samedi une visite de 4 jours en Inde. C'est son 2^{ème} voyage dans ce pays. Les discussions porteront notamment sur le nucléaire civil et la défense. La délégation gouvernementale est importante. Nicolas SARKOZY sera en effet accompagné par sept ministres : Alain JUPPE (Défense), Michèle ALLIOT-MARIE (Affaires étrangères), Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET (Ecologie), Christine LAGARDE (Economie), Valérie PECRESSE (Enseignement supérieur et Recherche), Bruno LEMAIRE (Agriculture) et Frédéric MITTERRAND (Culture). La délégation française sera également composée de représentants de la communauté scientifique et de nombreux chefs d'entreprises.

La Chine se mouille. Jusqu'ici en retrait dans la crise coréenne, le géant asiatique a proposé d'accueillir des consultations d'urgence des pays engagés dans les négociations à Six sur le nucléaire nord-coréen pour faire redescendre la tension dans la péninsule. Dans le même temps, les Etats-Unis et la Corée du Sud ont entamé une démonstration de force aéronavale au large de la péninsule coréenne, Pyongyang promettant de riposter « *sans pitié* » à toute intrusion dans ce qu'il considère son espace maritime souverain.

Non bis in idem. La « double peine » votée en Suisse. Les citoyens ont approuvé l'initiative de la droite populiste sur l'expulsion automatique de criminels étrangers. Ils ont en revanche refusé à une large majorité la mise en place d'un seuil minimum d'impôt pour les plus riches, réclamé par le Parti socialiste.

La mère patrie. La Russie a besoin d'environ 5 millions de travailleurs immigrés par an, dont 40 à 60.000 spécialistes qualifiés, pour faire face à la crise démographique, a estimé le directeur du Service fédéral russe des migrations. Le président Dmitri MEDVEDEV avait mis l'accent, dans son adresse annuelle à la Nation, sur la nécessité de repeupler la Russie, menacée par le déclin démographique, annonçant des mesures d'incitation à la natalité.

EUROPE

Partenaires particuliers. Une semaine avant le Conseil européen de la mi-décembre, Français et Allemands se retrouveront vendredi 10 décembre à Fribourg-en-Brisgau pour un conseil des ministres commun. L'occasion pour les nouveaux arrivants dans l'équipe ministérielle française de faire la connaissance de leurs homologues allemands. Le ministre chargé des Affaires européennes, Laurent WAUQUIEZ a présenté une communication sur le sujet en Conseil des ministres, où il a souligné que l'économie et la présidence française du G8 et du G20 seront au cœur de cette rencontre. Il s'agira d'examiner ensemble des modalités d'association de l'Allemagne à cette double présidence, en prenant exemple sur la coopération franco-allemande durant la présidence française de l'Union européenne.

Démocratie participative européenne. Accord entre le Parlement européen et les 27 gouvernements. Prévus par le Traité de Lisbonne, l'« *initiative citoyenne européenne* » (ICE) doit permettre aux citoyens européens de proposer directement à la Commission de nouvelles mesures législatives pour l'UE. Elle doit, pour être recevable, recueillir au moins un million de signatures de citoyens européens en âge de voter en provenance d'au moins un quart des 27 Etats de l'Union. Des garde-fous destinés à éviter les abus et les fraudes sont néanmoins prévus, comme celui qui interdit de déroger « *aux valeurs européennes* ».

Allemagne, élection à risque pour la CDU de MERKEL. Les Verts ont annoncé qu'ils sortaient de la coalition avec l'Union des chrétiens démocrates (CDU) qui dirige la ville-Etat de Hambourg, ce qui devrait entraîner une nouvelle élection régionale pour le parti conservateur de la chancelière.

Slovaquie – barre à gauche. L'opposition a remporté un large succès aux élections municipales, un premier avertissement pour le gouvernement de centre-droit. Les candidats du parti de gauche Smer-SD de l'ex-Premier ministre Robert FICO se sont imposés dans 4 de l'ensemble des 8 capitales régionales du pays, notamment à Bratislava, traditionnellement un des bastions de la droite.

Catalogne : le vote sanction. Elections régionales. Les électeurs ont voté contre la politique d'austérité très impopulaire menée par le gouvernement ZAPATERO contre la crise. La Catalogne, traditionnelle locomotive économique du pays dirigée depuis 2003 par une coalition de gauche, a donné une large victoire aux nationalistes. La puissante coalition nationaliste Convergencia i Unio (CiU) obtiendrait, selon des résultats quasi définitifs, 62 sièges sur les 135 du Parlement régional, contre 30 sièges au Parti socialiste catalan, émanation du PSOE du chef du gouvernement espagnol Jose Luis ZAPATERO. Cette victoire signe la fin de sept années de gestion de la gauche et le retour en force de la CiU, battue en 2003 après 23 ans de pouvoir, au moment où la Catalogne et son économie en recul accusent les conséquences de la crise.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Côte d'Ivoire. L'attente. La commission électorale a laissé passer la date butoir de mercredi minuit sans publier les résultats, trois jours après le scrutin de dimanche. Selon la Constitution ivoirienne, c'est au Conseil constitutionnel de reprendre les rênes. Toute l'élection pourrait être annulée si les plaintes déposées par GBAGBO sont retenues par le Conseil constitutionnel. Or les adversaires de GBAGBO estiment que la plus haute cour du pays n'est pas neutre car elle est dirigée par Paul Yao N'DRE, un proche allié politique du Président sortant. Alassane OUATTARA, qui dément tout lien avec les ex-rebelles, a jugé « *inacceptable* » le retard dans l'annonce des résultats et demandé à GBAGBO de les respecter, mais il n'est pas allé jusqu'à revendiquer la victoire.

Le vote des Ivoiriens de France annulé. Les représentants en France des deux candidats ont, « *en accord avec la Commission électorale indépendante ivoirienne (CEI), demandé l'annulation du vote en Ile-de-France* », suite à des « *incidents techniques* ». La région concentrant 11.000 des 13.000 Ivoiriens de France.

Haiti – Présidentielle. 12 des 18 candidats ont réclamé l'annulation du scrutin, dénonçant des fraudes en faveur du candidat Jude CELESTIN au cours d'un premier tour émaillé d'incidents qui ont fait des blessés. Les opérations de vote ont déjà été annulées dans deux villes du Nord d'Haiti, à la suite des violences qui ont fait au moins deux blessés, tandis qu'un centre de vote a été saccagé à Port-au-Prince.

Législatives à l'ombre des pyramides. Les principaux mouvements d'opposition islamiste et laïque (les Frères musulmans, première force d'opposition et le parti laïque Wafd) se retirent de la campagne, dénonçant des fraudes massives et des violences au profit du parti au pouvoir, qui les a écrasés au 1^{er} tour. Le Parti national démocrate (PND) du président Hosni MOUBARAK sera ainsi de fait quasiment la seule formation présente au 2nd tour dimanche, face à quelques petits partis de l'opposition légale sans grande audience et à des indépendants.

POLITIQUE INTÉRIEURE

La primaire de ROYAL. La présidente de la région Poitou-Charentes, candidate socialiste malheureuse en 2007 face à Nicolas SARKOZY, a choisi la presse régionale pour annoncer sa candidature. A la question « *Etes-vous candidate aux primaires du Parti socialiste* », l'ancienne candidate à l'élection présidentielle répond : « *J'ai longuement réfléchi et beaucoup consulté. Le moment est venu d'avancer dans la clarté et la simplicité : ma réponse est oui* ». « *Je sais d'expérience qu'il faut plus que quelques mois pour se préparer et pour rassembler. Qui ne voit que la*

droite est déjà en campagne, d'ailleurs elle ne s'en cache pas », poursuivait-elle. Avec cette déclaration anticipée de candidature, l'ancienne candidate socialiste à la présidentielle, se démarque à nouveau de son camp, brisant le pacte de non-agression qui semblait établi avec M. STRAUSS-KAHN et Mme AUBRY.

Les réactions. D'une manière générale, elles tendaient à banaliser la candidature de Mme ROYAL et à insister sur la nécessaire unité du parti. Le porte-parole du PS Benoît HAMON s'est dit « *pas vraiment surpris* » par l'annonce de la candidature de Mme ROYAL, qui était selon lui « *logique et prévisible* ». « *Sa candidature est normale, elle n'a jamais caché son jeu* », a déclaré Claude BARTOLONE, président du conseil général de Seine-Saint-Denis et proche de Mme AUBRY. Il a de nouveau rejeté toute hypothèse d'avancée du calendrier des primaires. « *Toute accélération serait ressentie comme une manière bureaucratique d'essayer d'éliminer Dominique STRAUSS-KAHN. Autant avoir un calendrier qui permette à tous les candidats de défendre leurs chances* », a-t-il plaidé. Avant lui, l'ancien Premier ministre Laurent FABIUS avait appelé à « *éviter les stratégies d'empêchement* » d'une candidature de M. STRAUSS-KAHN.

Aux urnes, militants ! 178.412 militants étaient appelés à voter sur le texte de 45 pages qui présente un éventail de propositions « *ambitieuses* » contre les inégalités dans le domaine de la santé, des discriminations, du logement ou de l'éducation. Les militants avaient déjà voté sur trois volets : nouveau modèle de développement, rénovation, international. Une Convention des conventions qui fera la synthèse pour établir le projet final, placée sous la direction de Martine AUBRY, aura lieu en avril. Par ailleurs, les militants se prononçaient ce jeudi sur les listes des candidats socialistes pour les sénatoriales dans les départements concernés par le renouvellement de septembre 2011.

La place au centre – 2^{ème} mi-temps. La question de la place des centristes dans la majorité et au sein de l'UMP continue de susciter des controverses et interrogations. Alors que le Parti radical pourrait s'éloigner de l'UMP, et que l'ancien Premier ministre Jean-Pierre RAFFARIN a créée, la semaine dernière, une « *amicale* » au sein du groupe UMP du Palais du Luxembourg, Jean LEONETTI, premier vice-président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, vice-président du Parti radical, devancé la semaine dernière par M. JACOB pour l'élection du président du groupe UMP, a refusé l'idée d' « *une coopérative centriste* » au Palais-Bourbon. Pourtant, le Nouveau Centre a trouvé un nouveau motif d'insatisfaction, alors que c'est un député UMP, Serge GROUARD, qui a été élu président de la commission du Développement durable et de l'Aménagement du Territoire. Le candidat du Nouveau Centre, Stéphane DEMILLY, a obtenu 4 voix seulement au 1^{er} tour. Or, le président du groupe NC, François SAUVADET, avait revendiqué une présidence de commission.

Remaniement : des « ajustements possibles » ? L'entourage du Premier ministre, François FILLON, a annoncé, depuis le Kazakhstan, où le chef du gouvernement assistait au sommet de l'OSCE, que des « *ajustements* » sont encore possibles. « *Lorsqu'on regarde le gouvernement, on peut considérer qu'il y a deux ou trois zones où il y a des manques* », a indiqué cette source, ajoutant que le terme de remaniement était en revanche « *impropre* ».

Des primaires « sans intérêt » à droite ? Le secrétaire général de l'UMP, Jean-François COPE, a déclaré qu'il ne voyait « *pas du tout l'intérêt* » d'organiser des primaires à l'UMP pour 2012 « *dans une majorité qui a son candidat naturel, en l'occurrence le président de la République qui terminera son premier mandat* », a-t-il dit. Les statuts de l'UMP révisés en 2007 prévoient que le candidat de l'UMP sera investi par les militants lors d'un congrès, ce qui n'exclut pas l'organisation de primaires si des candidatures concurrentes émergent. « *Aujourd'hui, je ne vois pas qui à droite pourrait être le challenger de Nicolas SARKOZY à l'intérieur de l'UMP. A l'extérieur, naturellement chacun peut l'être s'il le souhaite* », a déclaré M. COPE.

Le retour du MoDem ? Le président du MoDem François BAYROU (51%) incarne plus les idées et les valeurs du Centre que le président du parti Radical Jean-Louis BORLOO (45%), selon un sondage Ifop pour « France Soir ».

Sondages. La cote de popularité de Nicolas SARKOZY s'est redressée en novembre avec 34% d'opinions favorables (+4) tandis que celle de François FILLON a gagné 2 points à 47%, selon l'Observatoire de BVA pour Orange, L'Express et France Inter. Selon cette enquête, 63% ont une très mauvaise ou plutôt mauvaise opinion de M. SARKOZY (-6). 3% ne se prononcent pas. 48% des sondés ont une mauvaise ou plutôt mauvaise opinion de M. FILLON (-4). 5% ne se prononcent pas.

Qui comme candidat de la droite ? A la question « *parmi les deux personnalités suivantes, laquelle préféreriez-vous voir comme candidat de l'UMP à l'élection présidentielle en 2012 ?* », 49% répondent M. FILLON, contre 22% M. SARKOZY. 29% ne savent pas.

PARLEMENT

Assemblée nationale

A venir. Députés des Français de l'étranger. Les députés examineront le 20 décembre, soit immédiatement après la tenue du Bureau de l'AFE, les textes suivants :

- le projet de loi organique relatif à l'élection des députés (conditions d'éligibilité, régime des inéligibilités, incompatibilités, contentieux électoral, ainsi qu'une disposition relative au corps électoral des Français de l'étranger) ;
- le projet de loi ratifiant l'ordonnance sur les députés élus par les Français établis hors de France.

L'Assemblée nationale pas une succursale des partis. Le secrétaire général de l'UMP a en outre annoncé qu'il tiendra désormais son point de presse hebdomadaire de patron de l'UMP au siège national du parti, rue de la Boétie, alors que le bureau politique hebdomadaire, lui, continuera à se tenir à l'Assemblée nationale. Le président de l'Assemblée nationale, M. Bernard ACCOYER (UMP), avait un peu plus tôt prévenu le nouveau secrétaire général que le Palais-Bourbon ne devait pas être « *la succursale* » des partis politiques.

Sénat

Budget pour 2011. Poursuite de l'examen des crédits des Missions de l'Etat. Les travaux en séance publique se poursuivront tout le week end.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Approbation de l'accord avec la Suisse qui prévoit que le double-national qui opte pour le service en France et qui accomplit la journée défense et citoyenneté est libéré de l'obligation de servir dans l'armée suisse. Il n'aura pas non plus à payer la taxe suisse d'exemption de l'obligation de servir. / Approbation de l'accord avec la Slovaquie relatif à la coopération en matière administrative. Ce partenariat prévoit plusieurs volets de coopération en matière politique, économique, d'énergie, de défense et d'administration publique.

Décrets. Contrôle et répartition des produits visés à l'article 1^{er} de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie. / Réforme du réseau des chambres de commerce et d'industrie.

Communications. Le bilan de l'année internationale de la biodiversité. / Les propositions de la Commission européenne pour la relance du marché unique. / Le plan de lutte contre le VIH. / Le conseil des ministres franco-allemand.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

J'ai l'euro qui flanche. La monnaie européenne est brièvement tombée sous 1,30 dollar pour la première fois depuis la mi-septembre, le plan d'aide à l'Irlande ayant échoué à rassurer les marchés, qui craignent toujours davantage une contagion de la crise à d'autres pays de la zone euro. En parallèle à l'affaiblissement de l'euro, le dollar, considéré comme une valeur refuge, profitait de la poursuite des tensions entre les deux Corées et d'indicateurs économiques décevants au Japon.

Tentant de rassurer les marchés, le président de la Banque centrale européenne (BCE) Jean-Claude TRICHET a, de son côté, déclaré que l'Irlande et la Grèce sont « en situation de solvabilité ». Le président de la BCE demande aux observateurs de considérer notamment « *le fait que tous les pays poursuivent des programmes de stabilisation budgétaire alors même que leur point de départ est meilleur que celui des autres grands pays avancés, à tout le moins en ce qui concerne la zone euro consolidée* ».

« Aucun risque de dégradation » pour la France. De son côté, le président Nicolas SARKOZY, par la voie de son porte parole, François BAROIN, s'est également exprimé pour tenter de calmer les attaques spéculatives des marchés. Il a tenu à réaffirmer sa « *confiance* » dans le plan d'aide à l'Irlande adopté dimanche par l'Union européenne, malgré la chute de l'euro et la persistance de fortes tensions sur les marchés obligataires. Le porte-parole du gouvernement a réaffirmé qu'il n'y avait « *aucun risque* » que la note de solvabilité de la France, actuellement à son maximum de AAA, soit dégradée, alors que les marchés s'inquiètent du niveau d'endettement du pays. « *Il n'y a aucune inquiétude, il n'y a aucun risque, nous sommes une valeur refuge avec l'Allemagne* » a répété François BAROIN, ministre du Budget.

La France garantit. L'Hexagone va participer au plan d'aide à l'Irlande en apportant sa garantie à 4 des 17,7 milliards d'euros que le Fonds européen de stabilité financière doit lever sur les marchés, « *ce qui ne creusera pas le déficit* » précise la ministre de l'Economie, Christine LAGARDE.

Après l'Espagne, le Portugal... L'Italie, qui croule sous une énorme dette et est empêtrée dans une crise politique qui pourrait faire chuter le président du Conseil, Silvio BERLUSCONI, fait à son tour les frais des craintes de contagion de la crise de la dette.

20.300 chômeurs de moins en octobre. Le nombre de demandeurs d'emploi en France a diminué à 2,67 millions, selon le ministère de l'Emploi.

La revalorisation annuelle du SMIC début janvier devrait se limiter pour la 5^e année consécutive au minimum légal. Le montant exact de la revalorisation sera annoncé le 14 décembre lors d'une réunion de la Commission nationale de la négociation collective.

Les défaillances d'entreprises enregistrées ont augmenté pour le 2^{ème} mois d'affilée en juin (+3,2%, soit 4.311), a annoncé l'INSEE.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Rapatriement. Le consul général de France à Hong Kong et Macao, Marc FONBAUSTIER a été « *suspendu de ses fonctions* » et « *rappelé immédiatement* » et fera l'objet d'une enquête administrative, a indiqué le consulat. Selon le porte-parole du Quai d'Orsay, Bernard VALERO, « *une enquête administrative est engagée à propos des faits qui ont motivé cette décision. En l'état du dossier, ces faits seraient susceptibles de ne pas être conformes aux exigences de comportement professionnel d'un diplomate français* », a ajouté M. VALERO. Il est question du vol de bouteilles de vin dans un restaurant.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Le général Hiver. Météo France évoque un « *épisode neigeux suffisamment notable pour engendrer des difficultés de circulation et perturber certaines activités économiques* ». Une quarantaine de départements, de la Bretagne à la Gironde en passant par l'Île-de-France et l'Auvergne, ont été placés en alerte orange. De nouvelles chutes de neiges étaient attendues dans la soirée dans le centre du pays, où sévit le froid.

Et ses conséquences... Le secrétaire d'Etat au Logement Benoist APPARU a annoncé qu'une circulaire « *hiver* » serait envoyée à toutes les préfectures rappelant notamment « *le principe de l'accueil inconditionnel* » dans les centres d'hébergement d'urgence, inscrit dans le Code de l'action sociale et des familles. Le ministre réagissait aux informations de Libération selon lesquelles les préfectures du Calvados, du Haut-Rhin et de l'Yonne auraient demandé aux associations chargées de l'hébergement de refuser les étrangers en situation irrégulière en cas de manque de places.

Pas bête. Selon une étude, le timing du sommeil reflète l'intelligence : les personnes avec des QI plus élevés tendent à être plus actifs la nuit et à se coucher plus tard, tandis que ceux avec des QI plus bas tendent à se coucher plus tôt. Les chercheurs de la London School of Economics (LSE) soulignent que les humains ancestraux étaient diurnes et l'évolution vers des activités plus nocturnes est une « *nouvelle préférence de l'évolution* » qui se retrouve chez les individus plus intelligents.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Exposition au Louvre : « L'Antiquité rêvée. Innovations et résistances au XVIII^e siècle ». Jusqu'au 14/02. http://mini-site.louvre.fr/saison18e/index_f.php?expo=antiquite_revee#/antiquite_revee

CARNET

Nominations

Gilles MONTAGNIER, ambassadeur à Fidji.

Jean-Claude BRUNET, adj. au Délégué intermin. à l'Intelligence éco., chef du pôle international.

Henri de RAINCOURT (Coopération) complète son cabinet :

Ahlem FRIGA-NOY, conseillère Afrique,

Christelle CELAS de SALENGRE, conseillère parlementaire.

Jean-Aymard de NICOLAY, conseiller technique presse et communication.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr